

est vrai qu'ils étaient respectueux des lois mais ils étaient séparatistes. Nous avons fait nos sacrifices; nous avons mis en commun nos ressources dans une Confédération dont l'objectif principal était le partage des ressources de l'ensemble du pays, un partage équitable des richesses du pays tout entier. La grande puissance à la base de la péréquation doit donc être un gouvernement central, ayant l'appui de tous et étant l'unique source de direction pour tous les Canadiens.

Dans le monde actuel, un grand nombre de pays cherchent à former des associations supranationales; il est de plus en plus question de l'État supranational. Nous ne serions sûrement pas de notre époque si, en 1964, nous suivions la voie de la décentralisation, et exalions l'importance des parties au détriment de l'ensemble. C'est là une question fondamentale, monsieur le président. Nous ne pouvons avoir de direction nationale puissante qu'avec des chefs puissants, et ces derniers n'auront de puissance qu'avec des institutions puissantes.

C'est un des grands malheurs de notre époque—«malheurs» n'est peut-être pas un mot assez fort—qu'à un moment où la structure nationale est plus fortement secouée que jamais, à un moment où nous avons besoin plus que jamais d'un gouvernement fort, nous ayons un régime connu pour sa grande faiblesse. Nous constatons que les provinces sortent toujours vainqueurs des conférences fédérales-provinciales. On se demande parfois si les représentants du gouvernement fédéral se considèrent comme de simples tampons entre les principaux intéressés, cherchant à surmonter les différences avec diplomatie; ou s'ils se considèrent comme les porte-parole, des parties importantes, dans les négociations, du palier supérieur de gouvernement, du gouvernement dont l'action influe sur la vie de chaque Canadien.

Les dangers sont nombreux et très répandus; la perte de revenu a été énorme. On constate maintenant que même si les domaines réservés à la compétence provinciale demeurent sacrosaints, les domaines réservés à la compétence fédérale sont élargis et que d'abondantes ressources financières sont rendues aux provinces. Peut-on imaginer dans dix ans, si le régime de pension est adopté, les sommes dont disposeront les provinces et non le gouvernement fédéral? Ce dernier est en voie de devenir un simple percepteur, l'agent qui perçoit des montants des contribuables pour rendre service aux provinces. Est-ce ainsi que notre pays deviendra plus fort? En retirera-t-on une notion d'objectif commun? Surmonterons-nous nos divergences d'opinions et nos problèmes, si nous n'avons pas un terrain commun d'entente? Et où pourrait-il être si ce n'est à l'échelon national,

[M. Macquarrie.]

dans la capitale de la nation, auprès de ceux qui ont la charge de diriger le pays?

Personne ne laisse entendre, et ce serait sottise que de le prétendre, que les provinces n'ont pas de besoins ni de domaines d'activité légitimes, mais nous vivons à une époque où les autorités fédérales au pouvoir sont engagées dans une voie qui est en train de démolir la structure fédérale qu'elles devraient s'efforcer de réaliser. On a imputé bien des méfaits au gouvernement actuel. Il a fait de nombreuses erreurs. En vérité, le nombre de ces erreurs n'a plus rien de nouveau. C'est peut-être une bonne chose pour lui, car les erreurs se produisent si souvent qu'elles n'indisposent plus personne pour bien longtemps. Mais il y a toute une différence entre les bévues administratives, les maladroites bureaucratiques, les altérations et les changements qui sont jusqu'ici le propre du gouvernement, et l'erreur inouïe qu'il commet, j'en suis certain, en oubliant l'importance de soutenir les institutions nationales. C'est là la responsabilité de ses membres. Ils pourraient difficilement s'attendre à ce que les administrateurs au niveau provincial, les journaux ou bien l'opposition le fassent à leur place.

Je dirai que jusqu'ici ils ont eu beaucoup de chance de pouvoir compter sur l'aide reçue d'ailleurs. A mon avis, si le premier ministre actuel de l'Ontario était de la même trempe que certains de ses prédécesseurs comme MM. Hepburn ou Mowatt, la structure de la Confédération ne serait pas seulement branlante, mais elle serait complètement disloquée et ne se traduirait plus que par une vague association de dix États presque autonomes, mais terriblement inégaux. Le premier ministre Robarts—d'autres de ses collègues aussi—tout en étant un premier ministre provincial et le porte-parole d'une province, a adopté une attitude qui indique qu'il a compris la nécessité de maintenir notre pays fort et uni. Nous devons savoir gré au premier ministre de la province la plus peuplée et la plus grande du Canada qui, selon les termes du *Chronicle-Herald*, «n'a pas cherché à imposer sa force; il en avait assez pour faire preuve de modération».

J'ai remarqué que le premier ministre Robarts s'est montré fort inquiet des événements; il nous indiquera la marche à suivre ici, car il sait que les Ontariens sont des Canadiens. Certes, nous sommes tous attachés à nos provinces—et je viens d'une province que la population aime profondément—mais je soutiens que les Canadiens sont d'abord Canadiens avant d'être provinciaux et je crois que les Canadiens attendent une direction nationale. Si, par miracle, le gouvernement actuel se mettait à leur donner cette direction, il aurait l'appui qui lui a été refusé depuis que la population lui a confié un